

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie relative aux plans décennaux de développement de GRTgaz et TIGF

Réponse d'EDF

28 novembre 2014

Question 3 : Quel avis portez-vous sur la solution d'investissement proposée par GRTgaz pour créer 100 GWh/j de capacités « quasi-fermes » en entrée France ?

Dans la perspective de nouvelles sources de gaz arrivant en Italie à l'horizon 2019/2020, EDF est favorable au développement de capacités d'entrée en France depuis la Suisse, en particulier au développement de 100 GWh/j de capacités d'entrée « quasi-ferme » à Oltingue à l'horizon 2018 pour un investissement limité de 12 M€. EDF est également favorable au mode de commercialisation envisagé (commercialisation directement sur la plateforme Prisma). De plus compte tenu de la décision récente de développer le projet Val de Saône pour permettre la fusion Nord/Sud, EDF suggère que la création de capacités d'entrée ferme à Oltingue soit réétudiée, les investissements nécessaires pouvant être significativement inférieurs à ceux estimés en 2012 lorsque le projet Val de Saône n'était pas décidé.

Question 4 : Les projets de GRTgaz et de TIGF vous paraissent-ils refléter correctement les besoins du marché à l'horizon du plan ?

EDF s'interroge fortement sur la pertinence économique du projet Midcat, à la fois pour les capacités de l'Espagne vers la France et pour celles de la France vers l'Espagne.

- Concernant les capacités Espagne vers France : EDF rappelle, d'une part, qu'une capacité de 225 GWh/j sera disponible dès 2015 et qu'à ce jour aucun flux physique n'est jamais remonté de l'Espagne et, d'autre part, qu'il serait économiquement plus efficace que le GNL déchargé en Espagne soit alors déchargé plus au nord de l'Europe où des capacités de regaséification significatives existent.
- Concernant les capacités France vers Espagne : d'une part, la création de capacités fermes de sortie ne devra pas remettre en cause le fonctionnement du marché français

en une zone unique et, d'autre part, les expéditeurs souscrivant ces capacités devraient être disposés à supporter (en plus des investissements marginaux) le coût économique de l'intégralité de transit en France depuis le Nord de la France compte tenu que les ressources de gaz pipe ne sont qu'au nord de la France.

Aussi ce projet ne devrait être réalisé que sur la base d'engagements de long terme couvrant le coût économique, et après s'être assuré que les capacités existantes entre la France et l'Espagne resteront effectivement souscrites au-delà du terme des Open Seasons 2009, qui coïncide presque avec l'horizon envisagé pour le projet Midcat. En aucun cas les coûts de ce projet ne devraient être répercutés sur le prix des capacités de transport nécessaires à la desserte du marché français.

Question 5 : Avez-vous d'autres remarques en ce qui concerne les plans décennaux de développement de GRTgaz et TIGF ?

EDF partage l'analyse de la CRE sur les réductions de capacités de transport à l'entrée d'Obergailbach quant à la menace pour la sécurité d'approvisionnement du marché français. En effet, à long terme le scénario le plus probable est que la Russie reste une source de gaz prépondérante pour l'Europe (dont la production va continuer à décliner). L'Allemagne étant pour la France le pays de transit principal du gaz russe, les capacités d'entrée depuis l'Allemagne ne doivent pas être abaissées. Il convient de rappeler que le gazoduc de transit du gaz russe en Allemagne (Megal) a été développé conjointement entre la France et l'Allemagne et que la France a intégralement supporté le poids économique de ses capacités jusqu'à la France. Si ce gazoduc achevé il y a environ 30 ans est désormais largement économiquement amorti, sa capacité de transport reste inaltérée ; un détournement de ses capacités de sortie en France vers d'autres marchés reviendrait à une spoliation des intérêts économiques de la France. EDF considère donc qu'une réduction des capacités de sortie vers la France ne pourrait être envisagée que dans le cas où la capacité technique de ce gazoduc serait réduite par obsolescence.

Par ailleurs, EDF souligne deux inexactitudes dans le tableau prévisionnel des capacités d'entrée et de sortie aux frontières de GRTgaz (p 54) :

- Comme stipulé dans toutes les délibérations de la CRE sur ce sujet ainsi que dans le document de consultation de la CRE (p 7) la capacité d'entrée au PITTM de Dunkerque est de

520 GWh/j : il conviendrait donc que les colonnes pour 2016 et 2017 soient harmonisées avec la dernière colonne.

- La capacité de sortie vers la Belgique à Alveringem de 270 GWh/j doit se référer à la fois au PIR Alveringem mais aussi au PITTM de Dunkerque. Par conséquent, il conviendrait de remplacer le titre de la ligne « Belgique – PIR Alveringem » par « Belgique – PIR Alveringem / PITTM Dunkerque ».

Dans un contexte de concurrence entre terminaux méthaniers au niveau européen, EDF souligne l'importance de l'exactitude de toutes les informations publiques et demande une mise à jour des documents commerciaux relatifs à ces capacités, de façon à ce qu'ils soient en conformité avec les décisions afférentes.

ooOoo